

Ecrit par le 24 novembre 2024

Les règles pour les locations touristiques font débat



Comment prendre des décisions qui soient justes et équilibrées ? Cette question les élus, quelque-soit le mandat, se la posent tous les jours (en tout cas on l'espère). Le projet de loi sur la régulation des locations touristiques de courte durée, actuellement en discussion à l'Assemblée Nationale et au Sénat, en est une belle illustration.

Tout d'abord quelques données pour comprendre l'importance du sujet. En France, sur la plateforme AirBnB, et rien qu'elle, environ 750 000 logements sont proposés en location saisonnière. Dans le Vaucluse, c'est plus de 15 000 logements et 2 200 sur la seule ville d'Avignon. Côté hôtels, on recense

Ecrit par le 24 novembre 2024

dans le département, 216 hôtels et près de 7 000 chambres (source INSEE), soit deux fois moins que l'offre AirBnB. Ca fixe les choses.

Cette offre participe activement au développement de l'attractivité touristique du territoire

La première réaction pourrait consister à se dire que si l'offre non-professionnelle est aussi importante c'est que celle des professionnels n'est sans doute pas suffisante. Et qu'en définitive cette offre participe activement au développement de l'attractivité touristique du territoire. Il faut ajouter, et la précision est importante, que les locations saisonnières constituent pour les particuliers qui en proposent un complément de revenu non négligeable. Une récente étude réalisée par le Cabinet Asterés montre qu'en 2022, un particulier a gagné avec AirBnB en moyenne 3 916 €, soit un gain de pouvoir d'achat de 6,6 %. Appréciable en ces temps d'inflation.

Il ne faudrait pas non plus que cette inflation locative puissent mettre en difficulté l'industrie hôtelière

D'un autre côté, on ne saurait accepter que sur certaines zones touristiques le prix de l'immobilier flambe à cause du développement important du nombre de locations saisonnières et que les locaux ne puissent plus se loger. Cas des zones de montagne et des stations de ski, entre autres. De la même manière, il ne faudrait pas non plus que cette inflation locative puissent mettre en difficulté l'industrie hôtelière qui est un important pourvoyeur d'emplois. Dans la région PACA le tourisme c'est 124 000 emplois dont plus de la moitié dans l'hébergement et la restauration. De plus, il n'est pas juste que ces hébergements ne soient pas déclarés et qu'à minima les villes n'en perçoivent pas la taxe de séjour. Donc une forme de régulation (et d'égalité de traitement) s'impose et c'est le rôle du législateur.

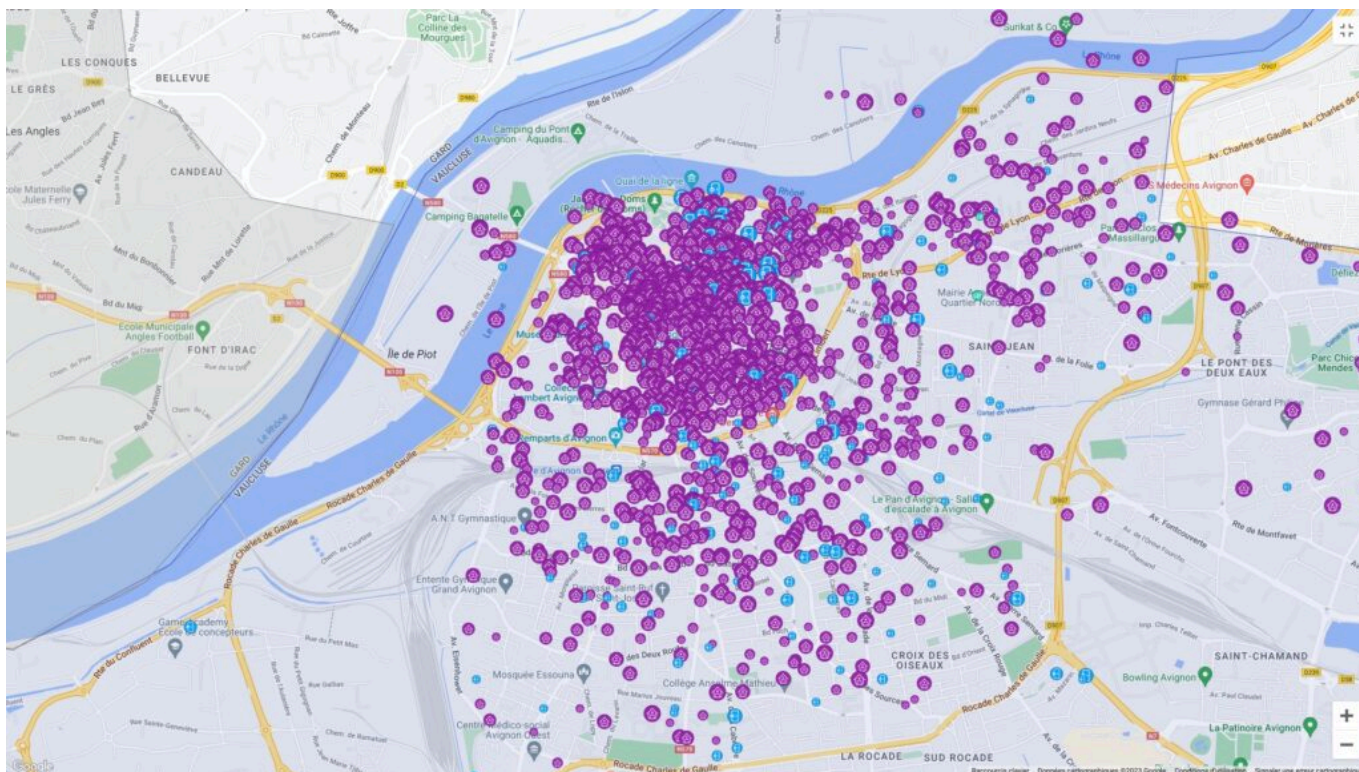
Aujourd'hui, une proposition de loi sur la régulation des activités touristiques de courte durée est en cours de discussion

Une première étape a été franchie il y a quelques mois avec la limitation à 120 jours de location par an et une déclaration facultative auprès des mairies. Aujourd'hui, [une proposition de loi sur la régulation des activités touristiques de courte durée](#) est en cours de discussion entre l'Assemblée Nationale et le Sénat. Il s'agit de donner aux communes d'avantage de moyens pour réguler cette question. Il est clair que la situation dans le Var n'est pas tout à fait la même que dans la Vaucluse !

Dans cette proposition de loi l'abattement fiscal sur les meublés passerait de 50 à 30 % et le plafond de revenus annuels de 77 700 € à 15 000 €. De quoi inciter les bailleurs à faire des locations longue durée. Les maires auraient aussi la possibilité de réduire le nombre de jours de locations à 90 par an. Et la déclaration auprès des mairies deviendrait obligatoire. Les contrevenants s'exposant à des amendes importantes.

Ce texte mis en sommeil avec la dissolution revient sur le devant de la scène. Les mesures qu'il contient sont de nature à mieux réguler le marché mais vouloir continuellement tout réguler par la taxation me laisse toujours autant dubitatif.

Écrit par le 24 novembre 2024



Le nombre d'annonces Airbnb dans le centre-ville d'Avignon et sa proche périphérie, allant d'une chambre chez l'habitant à un logement meublé complet ©capture écran DR (septembre 2023)

La valse des étiquettes de vin : une révolution pour les viticulteurs depuis le 8 décembre 2023

Ecrit par le 24 novembre 2024



C'est un règlement qui émane de la Commission Européenne et qui s'impose depuis le vendredi 8 décembre dernier. Dans un souci de transparence, cette loi était demandée par les associations de lutte contre l'alcoolisme comme par ceux qui dénoncent des vignerons véreux qui mettraient dans leurs bouteilles autre chose que ce qui est autorisé.

D'abord, qu'est-ce qu'un ingrédient ? « Toute substance ou produit, y compris les arômes, additifs et enzymes alimentaires, utilisés dans la fabrication d'une denrée alimentaire. » Déjà, la liste des composants autorisés est longue : évidemment, du raisin et des moûts mais aussi de la saccharose, des régulateurs d'acidité (acides tartrique, malique et lactique, sulfate de calcium), des conservateurs et anti-oxydants (dioxyde de soufre, bisulfite de potassium, sorbate de potassium...), des agents stabilisateurs (gomme arabique, nannoprotéines de levures), du gaz (argon ou azote), d'éventuels allergènes. Sans oublier la valeur nutritionnelle de la bouteille, la quantité de matières grasses, d'acides gras saturés, de sucre et de sel qui la composent.

Ecrit par le 24 novembre 2024

Certains consommateurs se réjouiront sans doute de savoir combien de calories ils avalent dans une flûte de champagne ou dans un verre de Crozes-Hermitage. Les caves-coopératives, les grands groupes et syndicats vitivinicoles ont les moyens en personnel pour gérer. Mais comment vont faire les petits vigneron dans une exploitation familiale ? Comment mesurer ces dosages infinitésimaux qui souvent ne représentent pas plus de 2% du total d'une bouteille ? Vont-ils avoir recours à un chimiste pour rédiger l'étiquette ? Comment la traduire en chinois, japonais, coréen, danois, russe, allemand ou argentin quand ils exportent ? « Combien vont coûter ces étiquettes ? Encore une couche sur le mille-feuille, une obligation de plus à respecter », se désolent certains.

Certes, la Commission Européenne autorise des étiquettes 'dématérialisées' grâce au QR-Code, mais quand vous irez au supermarché, vous devrez décortiquer chaque bouteille avec votre smartphone pour comparer les rouges, rosés et blancs.

La réglementation s'applique à tous les vins conditionnés en bouteilles, en Bib et en vrac après le 8 décembre 2023. C'est un produit vivant qui évolue au fil du temps. Qu'advient-il quand vous laisserez vieillir votre millésime 2024 en cave et que vous déboucherez une bonne bouteille dans 15 ans pour le mariage de votre enfant ? Les données qui figurent sur l'étiquette seront-elles encore fiables ou totalement dépassées ?

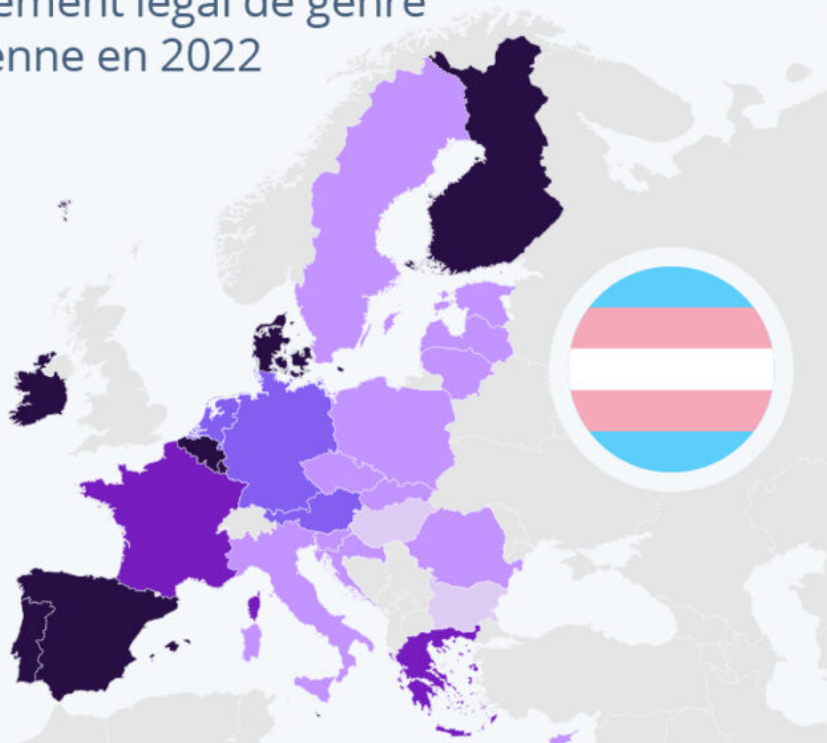
Où en est la reconnaissance légale du genre dans l'UE ?

Écrit par le 24 novembre 2024

Où en est la reconnaissance légale du genre dans l'UE ?

Conditions du changement légal de genre dans l'Union européenne en 2022

- Reconnaissance légale du genre pas toujours disponible
- Reconnaissance légale du genre disponible sous condition d'exigences médicales *
- Diagnostic nécessaire sans intervention médicale
- Aucun diagnostic nécessaire, mais pas d'autodétermination **
- Autodétermination



* incluent : stérilisation, interventions chirurgicales, traitement hormonal substitutif.
** la reconnaissance légale du genre inclut des obstacles procéduraux (comme une décision de justice).

Source : Transgender Europe



Comme chaque année, la Semaine de sensibilisation aux personnes transgenres a lieu du 13 au 19 novembre. Alors que les personnes transgenres souffrent dans de nombreux pays, comme les États-Unis ou le Royaume-Uni, d'un manque d'accès aux soins de santé d'affirmation de genre adaptés, les droits des personnes transgenres ont généralement progressé en Europe, d'après l'ONG [Transgender Europe](https://www.transgender-europe.org/). L'Espagne, la Finlande et l'Islande ont, par exemple, amélioré les protections et les droits des personnes

Écrit par le 24 novembre 2024

transgenres en 2022. La Grèce et l'Espagne ont également introduit de nouvelles interdictions des thérapies de conversion fondées sur l'identité de genre.

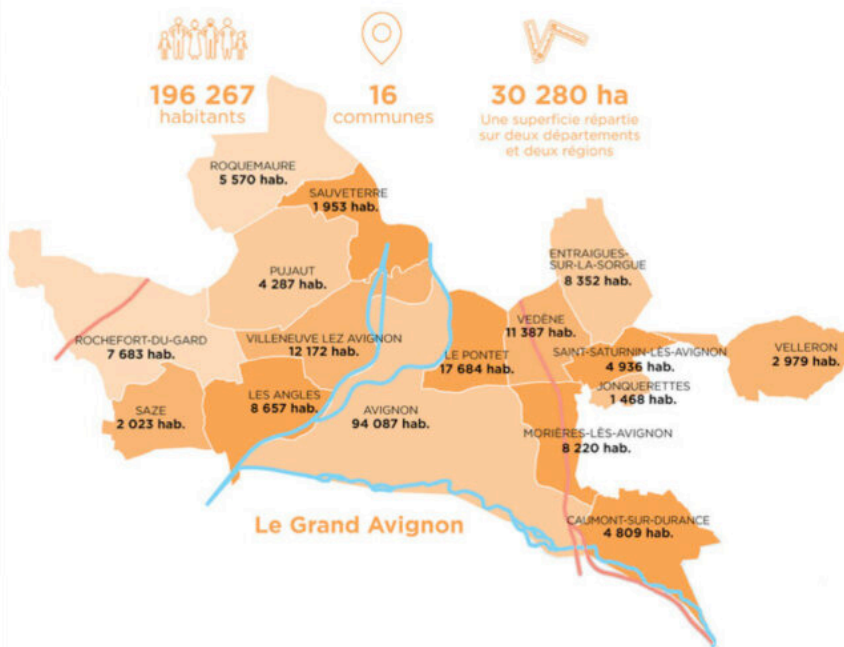
Comme le montre notre infographie, l'Espagne et la Finlande ont récemment adopté une reconnaissance du genre basée sur l'autodétermination : elle repose exclusivement sur la volonté exprimée par la personne concernée, et n'implique aucun tiers (comme un juge ou un expert médical). Ces deux pays rejoignent ainsi la Belgique, le Danemark, l'Irlande, le Luxembourg et Malte, où les personnes transgenres avaient déjà la possibilité de changer leur genre légal librement.

Cependant, certains pays d'Europe limitent toujours l'accès à la reconnaissance légale de leur genre pour les personnes transgenres, et celle-ci est parfois soumise à des conditions médicales souvent jugées abusives. En Roumanie, en Slovaquie et en Tchéquie, par exemple, une personne transgenre doit être prête à subir une intervention stérilisante pour changer légalement de genre, une exigence pourtant condamnée par la Cour européenne en 2017 comme « violant les droits humains. »

De Valentine Fourreau pour Statista

Le Grand Avignon présente les 65 membres de son Conseil de développement

Écrit par le 24 novembre 2024



Comme l'exige la loi, un **Conseil de développement (Codev)** doit être mis en place dans une intercommunalité de plus 50 000 habitants. Le **Grand Avignon** vient d'approuver la création et la composition du sien lors de son dernier Conseil communautaire du 3 avril.

La Communauté d'agglomération du Grand Avignon s'y était engagée en décembre 2021, c'est maintenant chose faite. On connaît désormais les 65 membres bénévoles, choisis sur 87 candidatures reçues entre le 15 septembre et 30 novembre 2022, constituant cet outils démocratique citoyen. La constitution du Codev obéit au respect de certaines règles comme la parité et refléter la population du territoire tant socialement que par la différence des classes d'âges. Il est composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques, environnementaux et associatifs du Grand Avignon.

Comme un "Conseil économique, social et environnemental" du Grand Avignon

Le Codev est consulté sur l'élaboration du projet de territoire, sur les documents de perspectives et de planification résultant de ce projet, ainsi que sur la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du Grand Avignon.

Dans un premier temps, les membres du Codev seront formés pour mieux appréhender leur rôle, adopter un règlement de fonctionnement intérieur, découvrir l'environnement du Grand Avignon rencontrer les élus, les services, les missions et les projets. Ensuite, le Codev portera des réflexions et avis sur tous les projets du Grand Avignon.



Ecrit par le 24 novembre 2024

Un collège de 10 sièges a été également créé pour les organismes locaux institutionnels souhaitant y participer. A ce jour, l'agglomération n'a reçu que 4 candidatures même si le Grand Avignon espère que d'autres structures rejoindront le Codev.

Découvrez ci dessous les 65 membres et 4 institutions composant à ce jour le Codev du Grand Avignon.

Ecrit par le 24 novembre 2024

communauté d'agglomération



Accueil de réception en préfecture
084-24840025-1-20230407-C0304230018-DE
Date de télétransmission : 07/04/2023
Date de dépôt en préfecture : 07/04/2023

Liste des noms des habitants désignés par commune et par ordre alphabétique

Commune d'Avignon

Nom Prénom	Genre	Date de naissance	Profession
ALONSO Sabah	Féminin	08/12/1975	Agent technique
BEGEL Florence	Féminin	26/11/1963	Professeure
CARLEVAN Sylvette	Féminin	10/10/1961	Directrice Régie des quartiers
CHAOUCH Youssef	Masculin	06/09/1999	Etudiant
CHAUCHAT Margaux	Féminin	26/09/1995	Chef de projet web
COMBRE Claire	Féminin	12/04/1995	Ingénieur agroalimentaire et environnement
COURTOIS Camille	Féminin	11/11/1984	Préparateur cuisine
DAVID Stéphane	Masculin	09/05/1971	Gestionnaire comptable immobilier
DEBONGNIE Yves	Masculin	13/04/1989	Formateur
DESSOLIERS Maryvonne	Féminin	19/01/1944	Retraitée
DUSSAUX Carla	Féminin	28/07/1981	Chargée de mission animation et communication
DUVERNEY Agnès	Féminin	23/07/1966	Instructrice dossiers PAC
DUVAL Henri	Masculin	08/02/1959	Ingénieur de recherche
FEBRIER Antoinette	Féminin	10/11/1946	Retraitée
FICOT Aurélien	Masculin	17/07/1988	Formateur
GELFI Lou-Elia	Féminin	29/09/1992	Chargée de clientèle
GRABIT Marc	Masculin	11/08/1953	Retraité
JOUFFRET Delphine	Féminin	06/10/1976	Adjointe cheffe de service RH
LELIBOUX Christian	Masculin	27/08/1946	Retraité
LEOPOLD Dylan	Masculin	19/09/1990	Sans emploi
LE MIGNON Lukas	Masculin	10/07/1986	Chargé d'opérations collectives RH
LE RALLIER Jérémie	Masculin	18/11/1982	Guide conférencier
MENNELLA Leslie	Féminin	08/08/1995	Communication digitale
MILAZZO Sandrine	Féminin	26/12/1970	Responsable de service Office de tourisme
PELLETIER Alain	Masculin	10/04/1943	Retraité
PERRET Claudia	Féminin	08/06/1969	Gestionnaire aide à domicile
PIETRA Marie-Christine	Féminin	04/08/1955	Retraitée
REBILLARD Patricia	Féminin	04/04/1960	Retraitée
RIVIERE Isabelle	Féminin	29/03/1972	Assistante administrative
ROCHUT Laurent	Masculin	14/05/1967	Directeur de théâtre
SAUGIER Jacques	Masculin	18/04/1947	Retraité
SEREIN Marc	Masculin	24/01/1962	Sans emploi
SETTI Amel	Féminin	06/08/1968	Chargée de mission RH
VAN DER MEER Tom	Masculin	20/09/2001	Etudiant

69

CONSEIL DU 03 AVRIL 2023 - DELIBERATION N°C20230403/016

Ecrit par le 24 novembre 2024

© Communauté d'agglomération du Grand Avignon

Ecrit par le 24 novembre 2024

communauté d'agglomération
grand
avignon

Accusé de réception en préfecture
084-249400251-20230407-C0304230016-DE
Date de télétransmission : 07/04/2023
Date de réception préfecture : 07/04/2023

Commune de Caumont sur Durance

Nom Prénom	Genre	Date de naissance	Profession
HERNANDEZ Fabien	Masculin	03/01/1984	Chef d'entreprise

Commune de Jonquerettes

Nom Prénom	Genre	Date de naissance	Profession
BUIS Delphine	Féminin	13/05/1979	Chargée de communication

Commune de Le Pontet

Nom Prénom	Genre	Date de naissance	Profession
ALY Colin	Masculin	19/12/1997	Gestionnaire informatique
DUCRET Alain	Masculin	06/08/1983	Agent technique de surface
RAMIA Moilime	Masculin	26/01/1973	Educateur sportif/gérant de société

Commune de Les Angles

Nom Prénom	Genre	Date de naissance	Profession
BRANCHET Lana	Féminin	02/08/1999	Etudiante
CATHERINE Julien	Masculin	16/02/1976	Chef de projet
GOURDOUZE Marlon	Masculin	11/12/1986	Graphiste indépendant
JOURDAN Noémie	Féminin	18/09/1988	Chargée d'Ingénierie de formation
POULNOT Bertrand	Masculin	28/01/1971	Courtier en assurance
WECK Vanessa	Féminin	06/03/1976	Praticienne de la redirection écologique

Commune de Morières les Avignon

Nom Prénom	Genre	Date de naissance	Profession
MOUNIER Karen	Féminin	15/10/1974	Directrice développement immobilier

Commune de Pujaut

Nom Prénom	Genre	Date de naissance	Profession
GILBERT Thomas	Masculin	08/03/1989	Chef de projets électrique nucléaire
REITZ Louis-François	Masculin	08/12/1956	Retraité

Commune de Rochefort du Gard

Nom Prénom	Genre	Date de naissance	Profession
FERRIER Patricia	Féminin	13/01/1959	Retraîtée

Commune de Saint Saturnin les Avignon

Nom Prénom	Genre	Date de naissance	Profession
PENALVA Sylvain	Masculin	29/07/1995	Chargé de mission

Commune de Sauveterre

Nom Prénom	Genre	Date de naissance	Profession
BERTHET Patrick	Masculin	19/12/1957	Retraité
SAIN Catherine	Féminin	07/10/1960	Conjoint collaborateur agricole
TRUBUILT Maël	Masculin	14/06/1983	Chargé de gestion patrimoniale

70

CONSEIL DU « 3 AVRIL 2023 » - DELIBERATION N°C20230403/016

Ecrit par le 24 novembre 2024

© Communauté d'agglomération du Grand Avignon

Ecrit par le 24 novembre 2024

 communauté d'agglomération
**grand
avignon**

 Accusé de réception en préfecture
 054-249400251-20230407-C0304230016-DE
 Date de télétransmission : 07/04/2023
 Date de réception préfecture : 07/04/2023
Commune de Saze

Nom Prénom	Genre	Date de naissance	Profession
DELCOURT Marina	Féminin	28/05/1993	Auxiliaire de puériculture en crèche

Commune de Vedène

Nom Prénom	Genre	Date de naissance	Profession
CERVELLIN Francis	Masculin	25/06/1960	Retraité
GOUJARD Garance	Féminin	06/03/1975	Consultante indépendante

Commune de Velleron

Nom Prénom	Genre	Date de naissance	Profession
GUEGAN Célia	Féminin	06/11/1989	Chargée d'opérations immobilières
BOST Michel	Masculin	22/03/1950	Retraité

Commune de Villeneuve lez Avignon

Nom Prénom	Genre	Date de naissance	Profession
BAYLE Caroline	Féminin	05/06/1970	Professeur de lycée
BOUTEILLER Edith	Féminin	19/05/1983	Chargée de mission culturelle
GRENIER Bruno	Masculin	19/12/1957	Retraité
MURET André	Masculin	19/10/1949	Retraité
OIRGANE Mehdi	Masculin	11/02/1975	Chargé de développement
PELLET David	Masculin	26/12/1969	Directeur du développement
PICHON Salima	Féminin	20/07/1950	Retraîtée

Liste des organismes et personnes qualifiés :

N°	Nom
1	Association du parc d'activités Avignon Courtine
2	Chambre d'agriculture de Vaucluse
3	Confédération des Petites et Moyennes Entreprises de Vaucluse (CPME 84)
4	Communauté Professionnelle Territoriale de Santé du Grand Avignon (CPTS)
5	A pourvoir
6	A pourvoir
7	A pourvoir
8	A pourvoir
9	A pourvoir
10	A pourvoir

Les premiers mois de leur installation, avant de porter des réflexions et avis sur les projets, les membres du Codev seront formés pour mieux appréhender leur rôle, adopter un règlement de fonctionnement intérieur, découvrir l'environnement territorial et le Grand Avignon, rencontrer les élus, les services, les missions et les projets.

© Communauté d'agglomération du Grand Avignon

D.P.

Neige : comment faire face aux difficultés de transport et protéger les salariés ?

Les premières chutes de neige pourraient empêcher nombre de salariés de se déplacer normalement, certains n'y parvenant tout simplement pas, arrivant avec du retard ou partant en avance. Jours de congés, télétravail, comment faire face à la situation ? Quelles sont les obligations de l'employeur pour les véhicules de fonction ?

Peut-on sanctionner un salarié qui ne peut pas venir travailler en raison de la neige ?

Un salarié qui ne peut pas venir en raison des conditions climatiques ne commet pas une faute professionnelle. Son employeur ne peut donc pas le sanctionner. Il est toutefois important qu'il l'informe de ces absences liées aux conditions climatiques.

Que peut-on proposer au salarié qui ne peut pas venir travailler ?

Le Code du travail ne prévoit pas toutes les situations d'urgence, mais l'employeur peut s'arranger avec ses salariés, en les faisant notamment récupérer les heures perdues en partant un peu plus tard le soir. Le salarié peut aussi décider de poser un jour de congé payé, un jour de RTT (pris pour partie à son choix). Suivant les dispositions de l'accord sur la réduction du temps de travail en vigueur dans l'entreprise, l'employeur peut également décider que les salariés absents posent des jours de RTT.

Attention : l'employeur ne peut décider seul que le salarié est en congé payé. En effet, il a besoin de son accord pour décompter ces absences de ses congés payés.

Peut-on envisager le télétravail pour ceux qui sont coincés chez eux ?

Oui, il est tout à fait possible dans une telle situation de travailler exceptionnellement à domicile pour ceux qui sont équipés (ordinateur, connexion internet, etc.). En cas de recours occasionnel, un simple accord formalisé par tout moyen avec le salarié suffit. Un avenant au contrat de travail n'est pas obligatoire.

Ecrit par le 24 novembre 2024

Notez-le : le Code du travail prévoit qu'en cas de circonstances exceptionnelles ou de force majeure, l'employeur peut imposer le télétravail pour assurer la continuité de l'activité de l'entreprise et garantir la protection des salariés. On peut considérer que dans le cas de transports en communs perturbés ou coupés, de bouchons ou de circulation déconseillée, le salarié qui a besoin d'utiliser un moyen de transport se trouve dans un cas de force majeure.

Pneus « hiver » obligatoires : les sanctions sont-elles vraiment entrées en vigueur au 1^{er} novembre ?

Depuis le 1^{er} novembre 2021, les pneus « hiver » peuvent être imposés durant la période hivernale du 1^{er} novembre au 31 mars de l'année suivante dans 48 départements de montagne. C'est le préfet de département qui détermine [la liste des communes](#) concernées par l'obligation d'équipement, avec des dérogations possibles sur certaines sections de route et itinéraires de délestage.

Nom Commune	obligation équipements hivernaux (1 : toute la commune, 5 : une partie de la commune)
Aurel	1
Beaumont-du-Ventoux	1
Bédoin	5
Lagarde-d'Apt	1
Malaucène	5
Monieux	1
Saint-Christol	1
Saint-Trinit	1
Sault	1

Les 9 communes vauclusiennes concernées par l'obligation d'équipement.

Les véhicules légers ou utilitaires (sauf ceux portant des pneus à clous) doivent ainsi :

- soit détenir dans leur coffre des dispositifs antidérapants amovibles (chaînes à neige métalliques ou textiles) permettant d'équiper au moins deux roues motrices ;
- soit être équipés de quatre pneus hiver estampillés « 3PMSF », ou au minimum « M+S ».

La mesure s'applique également aux véhicules de fonction.

Le défaut d'équipement en 2021 n'avait pas entraîné de sanctions, les reportant à 2022. Le ministère de la Transition écologique chargé des Transports a finalement souhaité laisser aux usagers le temps de s'habituer, repoussant la mise en œuvre des sanctions a minima jusqu'au début de l'année prochaine.

Mais attention, même si la réglementation ne l'impose pas ou ne prévoit aucune sanction, l'employeur

Ecrit par le 24 novembre 2024

doit, en vertu de son obligation générale d'assurer la sécurité et protéger la santé physique des salariés, mettre en œuvre les mesures de prévention adéquates : formation, équipement des véhicules de pneumatiques adaptés à la saison, voire l'interdiction de les utiliser.

Pour rappel, le risque routier est aujourd'hui la première cause d'accident mortel du travail pour l'ensemble des professions. Pour les juges, le fait de laisser ses salariés circuler dans des véhicules présentant un danger pour leur santé et leur sécurité entraîne nécessairement la responsabilité de l'employeur.



Isabelle Vénuat © DR

Par [Isabelle Vénuat](#), juriste en droit social et rédactrice au sein des [Editions Tissot](#) pour [RésoHebdoEco](#) - www.reso-hebdo-eco.com.

Pass sanitaire : ce qui change pour les professionnels du BTP à partir du 30 août



Les règles en vigueur se précisent concernant le pass sanitaire pour les salariés du BTP. L'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ([OPPBT](#)) fait le point sur les dernières mesures applicables dès le 30 août 2021.

La loi relative à la gestion de la crise sanitaire, approuvée par le Conseil constitutionnel ([décision n° 2021-824 DC du 5 août 2021](#)) impose la détention d'un pass sanitaire dans des lieux à risque de contagion à la Covid-19. Sont notamment concernés les établissements de santé, sociaux et médico-sociaux, les restaurants (à l'exception des restaurants d'entreprise) ainsi que les séminaires et salons professionnels. Les déplacements de longue distance par transports collectifs, en avion, en TGV, trains de

Ecrit par le 24 novembre 2024

nuit, Intercités et cars sont également concernés. Ainsi, le public et les usagers de ces lieux et établissements doivent, depuis le 9 août, présenter un pass sanitaire valide pour y accéder. En revanche, d'autres lieux ou établissements qui ne sont pas mentionnés dans la loi ne peuvent l'exiger.

Nouvelles dispositions à compter du 30 août

Cette obligation de présenter un pass sanitaire valide s'appliquera aux personnes qui interviendront dans ces établissements et ce, à partir du 30 août 2021, alerte l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment sur son site. Une application « lorsque la gravité des risques de contamination en lien avec l'exercice des activités qui y sont pratiquées le justifie, au regard notamment de la densité de population observée ou prévue ». L'OPPBTP ajoute : « A partir du 30 septembre, les jeunes travailleurs de moins de 18 ans seront également soumis à cette obligation. » Exception à l'obligation : « sauf si l'intervention se déroule hors des espaces accessibles au public, en dehors des horaires d'ouverture au public ou si l'intervention est urgente. »

Statut vaccinal complet

Dans ce cas, l'exploitant aura le droit de demander aux salariés du BTP de présenter leur pass sanitaire. Pour qu'il soit valide, celui-ci doit comporter, sous format papier ou numérique via l'application Tous anti Covid, un statut vaccinal complet contre la Covid-19, un résultat d'un test RT-PCR ou antigénique de moins de 72 heures, un résultat d'un autotest réalisé sous la supervision d'un professionnel de santé ou un certificat de rétablissement de la Covid-19 reçu à l'issue du résultat d'un test RT-PCR ou antigénique positif, datant d'au moins onze jours et de moins de six mois.

L'employeur peut contrôler la validité du pass

L'employeur est autorisé par la loi à contrôler la validité du pass sanitaire de ses employés qui seraient amenés à travailler ou à intervenir dans les lieux concernés par le dispositif. Dans le respect du secret médical, le chef d'établissement et l'employeur ont uniquement accès au QR code du pass sanitaire, précisant la validité ou non du pass. Ils n'ont pas accès à la nature du justificatif. Toutefois, si le salarié le souhaite, il peut présenter à son employeur son justificatif de statut vaccinal complet. Dans ce cas uniquement, l'employeur est autorisé à conserver le justificatif de son salarié, jusqu'au 15 novembre 2021, en vue de lui délivrer un titre spécifique permettant une vérification simplifiée.

Informez le CSE

Dans les entreprises et établissements d'au moins 50 salariés, l'employeur est tenu d'informer le CSE (Comité social et économique) des mesures de contrôle du pass sanitaire qu'il entend mettre en œuvre. L'avis du CSE est rendu au plus tard un mois après l'information de l'employeur, et peut intervenir après que ce dernier a mis en œuvre ces mesures.

Plus d'informations, [cliquez ici](#).

L.M.

L'huile de lavande classée dangereuse ? Une « législation toxique » selon Dominique Santoni



La présidente du Conseil départemental de Vaucluse s'oppose aux « législations toxiques » et exprime sa vive inquiétude face à un projet de révision de réglementation de la filière de la lavande et du lavandin, par la Communauté européenne.

Après le député vauclusien [Julien Aubert \(LR\)](#) qui alerte le ministre de l'Agriculture, place à [Dominique Santoni](#) de s'emparer de la problématique. L'huile essentielle de la lavande, symbole de la Provence, pourrait être à l'avenir considérée comme un produit dangereux pour la santé au même titre que de

Ecrit par le 24 novembre 2024

nombreuses autres molécules chimiques et son usage pourrait en être restreint, voire interdit. « Le risque de voir classer l'huile essentielle de lavande, produit naturel aux nombreuses vertus, dans la liste des produits dangereux d'ici 2025 est une véritable menace pour l'ensemble de la filière lavandicole mais également, par ricochet, celle du tourisme », s'offusque Dominique Santoni.

De quelle législation parle-t-on ?

Dans le cadre du Pacte vert, un projet législatif permettant à l'Union européenne de respecter ses engagements pour lutter contre le réchauffement climatique, la Commission a publié une nouvelle stratégie dans le domaine des produits chimiques, vers un environnement sans substances toxiques.

D'ici fin 2022, l'exécutif européen doit présenter une révision du règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances ([CLP](#)). Les huiles essentielles devraient alors être conformes à ces normes en tant que produits finis mis sur le marché mais aussi lorsqu'elles entrent dans la composition de produits cosmétiques.

Cette réglementation doit classer les molécules mises sur le marché et les répertorier comme allergènes, cancérigènes ou perturbateurs endocriniens, comme pour les produits chimiques. Surtout, les producteurs de lavande craignent qu'une mention obligatoire, indiquant que l'huile de lavande peut créer des allergies, dissuade les fabricants de cosmétiques d'utiliser ce produit. Selon les producteurs, l'huile est composée de centaines de molécules différentes et ne se résume pas à une unique composante. Une complexité à l'origine des maux provoqués par l'initiative européenne.

Lire aussi : [Mise en péril des producteurs de lavande, le député Julien Aubert se mobilise](#)

Monsieur le ministre de l'Agriculture ?

Dominique Santoni s'associe à la démarche portée par la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et son Président, qui a adressé un courrier au ministre de l'Agriculture. Le Département de Vaucluse demande également que la Communauté Européenne revoit ses critères d'évaluation en prenant réellement en compte le caractère naturel avéré de la lavande et du lavandin. Il réfléchit par ailleurs à l'organisation des états généraux des plantes à parfum concernées par la nouvelle réglementation visée par l'Union Européenne. « Les élus du Département tiennent à exprimer leur soutien aux lavandiculteurs vauclusiens et à cette plante à parfum qui constitue un élément essentiel de notre patrimoine. »

Selon le député Julien Aubert, « la loi pousserait les producteurs à revoir la composition de ces huiles à tel point qu'au mieux, leurs propriétés s'en verraient altérées et au pire, compte tenu de l'inadaptabilité des méthodes d'évaluation pour ces produits particuliers, elles pourraient être considérées à tort comme trop dangereuses et donc interdites. »